

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

4 OCTOBRE 2010

Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits en vue d'interdire la vente de boissons alcoolisées dans les distributeurs automatiques

(Déposée par M. Dirk Claes
et Mme Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 7 décembre 2009 (doc. Sénat, n° 4-1528/1 - 2009/2010).

1. Introduction

La présente proposition de loi vise à interdire la vente ou l'offre de boissons alcoolisées au moyen de distributeurs automatiques.

Les dangers que représente la consommation ou l'abus d'alcool pour la santé sont devenus de plus en plus évidents au cours des dernières années. Tant l'Organisation mondiale de la santé que l'Union européenne ont mis au point des recommandations et des programmes en vue de l'élaboration de stratégies efficaces aussi bien sur le plan des pratiques du commerce et de la publicité que sur le plan de la prévention et de la disponibilité des boissons alcoolisées.

Un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'interdire, pour des raisons de santé publique, non seulement de servir mais aussi de vendre et d'offrir de l'alcool à des mineurs, ainsi que de simplifier et

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2010

4 OKTOBER 2010

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, met het oog op het verbod van verkoop van alcoholhoudende dranken in automaten

(Ingediend door de heer Dirk Claes
en mevrouw Sabine de Bethune)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 7 december 2009 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-1528/1 - 2009/2010).

1. Inleiding

Dit wetsvoorstel beoogt een verbod op het verkopen of aanbieden van alcoholhoudende dranken via automaten.

De jongste jaren is er een groeiend inzicht in het gevaar van alcoholgebruik of -misbruik voor de gezondheid. Zowel de Wereldgezondheidsorganisatie als de Europese Unie hebben aanbevelingen en programma's ontwikkeld voor het uitwerken van efficiënte beleidsstrategieën, zowel op het vlak van handelspraktijken en reclame als op het stuk van preventie en beschikbaarheid van alcohol.

Er is een consensus ontstaan om niet enkel het schenken, maar ook de verkoop en het aanbieden van alcohol aan minderjarigen omwille van gezondheidsredenen te verbieden en daartoe de regelgeving te

d'harmoniser la réglementation à cet effet, en vue de garantir une prévention et un contrôle plus efficaces.

Les auteurs souscrivent dès lors pleinement à l'accord politique de tous les ministres de la Santé publique concernant la future politique en matière d'alcool, adopté dans une déclaration conjointe le 17 juin 2008 et concrétisé par le projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé (doc. Chambre, n° 52-2172/1). Ledit projet de loi précise sans équivoque qu'il est interdit de vendre, de servir ou d'offrir de l'alcool aux jeunes de moins de seize ans et des boissons spiritueuses aux jeunes de moins de dix-huit ans.

Par la présente proposition de loi, les auteurs entendent toutefois remédier à une lacune de la législation, dans la mesure où des boissons alcoolisées sont encore offertes librement dans les distributeurs automatiques.

Il est légitime de prévoir une réglementation spécifique pour ce mode de distribution, étant donné ses caractéristiques particulières, à savoir l'anonymat, l'absence de contrôle social et l'accessibilité de jour comme de nuit. En outre, avec « la loi santé », le législateur risque d'être plus sévère envers le secteur horeca et les commerçants qu'envers les exploitants de distributeurs automatiques de boissons.

Une proposition de loi de Mmes de Bethune, De Schamphelaere et Thijs qui visait à interdire la vente d'alcool dans les distributeurs automatiques de boissons a été adoptée par le Sénat le 28 novembre 2002 (doc. Sénat, n° 2-1109/5). Elle est dès lors devenue projet de loi et a été transmise à la Chambre (doc. Chambre, n° 50-2164/1), où elle n'a toutefois plus pu être examinée en temps voulu et est devenue caduque. N'ayant pas été relevée de caducité par le gouvernement au cours de la législature précédente, la proposition de loi en question a de nouveau été déposée au Sénat (doc. Sénat, n° 3-761/1).

2. Objectifs

Les problèmes de santé dus à l'alcool chez les jeunes occupent une place essentielle dans les considérations sous-jacentes à l'interdiction des boissons alcoolisées dans les distributeurs automatiques. Ainsi, l'abus d'alcool ralentit à long terme le développement cérébral chez les adolescents. La forte mortalité imputable à l'alcool est proportionnellement la plus élevée dans la catégorie d'âge des 15-19 ans, où elle résulte principalement d'accidents.

Dans le cadre de l'enquête de santé réalisée en 2004, 18% des Belges ont déclaré abuser régulièrement de l'alcool (plus de six verres au cours de la même journée, au moins une fois par mois) et 8% ont dit avoir un problème d'alcool. Ce sont surtout les jeunes

vereenvoudigen en te harmoniseren met het oog op een efficiëntere preventie en handhaving.

De indieners onderschrijven dan ook ten volle het politiek akkoord van alle ministers van Volksgezondheid betreffende het toekomstig alcoholbeleid, aangenomen in een Gemeenschappelijke Verklaring op 17 juni 2008 en dat zich concretiseert in het wetsontwerp houdende diverse bepalingen inzake gezondheid (Kamer, nr. 52-2172/1). Het verbod op de verkoop, het schenken of aanbieden van alcohol aan min-zestienjarigen en sterke drank aan min-achttienjarigen wordt met het wetsontwerp scherpgesteld.

Evenwel wensen de indieners met onderhavig voorstel een lacune in de wetgeving te regelen aangezien alcoholhoudende dranken nog steeds vrij worden aangeboden in automaten.

Een bijzondere regeling voor automaten is verantwoord door de specifieke kenmerken ervan, met name de anonimiteit, het gebrek aan sociale controle en de bereikbaarheid gedurende dag en nacht. Daarbij dreigt de wetgever met « de gezondheidswet » strenger op te treden voor de horeca en handelaars dan voor de uitbaters van automaten.

Een wetsvoorstel van de dames de Bethune, De Schamphelaere en Thijs dat een verbod oplegde van de verkoop van alcoholpops in drankautomaten werd door de Senaat op 28 november 2002 aangenomen (stuk Senaat, nr. 2-1109/5). Het verkreeg dus de status van wetsontwerp en werd overgezonden aan de Kamer (stuk Kamer, nr. 50-2164/1), maar raakte niet meer tijdig behandeld en verviel. Het werd in de vorige zittingsperiode door de regering niet uit verval ontheven; het wetsvoorstel werd daarom opnieuw in de Senaat ingediend (stuk Senaat, nr. 3-761/1).

2. Doelstellingen

Essentieel in de overwegingen voor een verbod op alcoholhoudende dranken in automaten zijn de gezondheidsproblemen die alcoholgebruik bij jongeren veroorzaakt. Zo wordt op lange termijn de ontwikkeling van de hersenen van adolescenten bij excessief alcoholgebruik afgeremd. Het hoge sterftecijfer te wijten aan alcohol is proportioneel het hoogst in de leeftijdscategorie 15-19 jaar, hoofdzakelijk wegens ongevallen.

In de gezondheidsenquête 2004 verklaarden 18% van de Belgen dat ze geregeld alcohol misbruikten (meer dan 6 glazen per dag, minstens eens per maand) en 8% had een alcoholprobleem. Het zijn vooral de jongeren (15-24 jaar) die regelmatig teveel alcohol

(15-24 ans) qui abusent régulièrement de l'alcool. La fréquence de l'abus d'alcool chez les Belges serait supérieure à la moyenne européenne.

Il ressort d'une enquête effectuée par l'association flamande VAD (*Vereniging voor Alcohol- en andere Drugproblemen*) auprès des élèves flamands au cours de l'année scolaire 2005-2006 que 71 % d'entre eux avaient déjà bu de l'alcool avant l'âge de quinze ans. 47 % des élèves de moins de quinze ans avaient consommé de l'alcool au cours de l'année écoulée. À l'âge de 15-16 ans, la grande majorité des élèves est déjà entrée en contact avec l'alcool. Quant à la fréquence de la consommation d'alcool, elle augmente rapidement avec l'âge: la consommation régulière d'alcool passe d'un taux de 7,3 % chez les 12-14 ans à 32,7 % chez les 15-16 ans et à 46,1 % chez les 17-18 ans.

Le débat de l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans les distributeurs automatiques ne date pas d'hier. Nombre d'autorités locales, mais aussi d'écoles par exemple, ont déjà protesté contre la vente de boissons alcoolisées dans les distributeurs automatiques.

Ce problème a déjà soulevé une question de compétence en Flandre, fin 2001. Le conseil communal de Furnes (en date du 24 septembre 2001) et celui d'Oostrozebeke (en date du 11 octobre 2001) avaient interdit, par ordonnance de police, la vente de boissons alcoolisées dans les distributeurs de boissons. Dans sa résolution du 8 novembre 2001, le conseil communal d'Oostrozebeke a limité cette interdiction à la vente des boissons fortement alcoolisées et des alcopops.

Sur l'avis du ministre flamand de l'Intérieur, ces ordonnances de police ont été suspendues par le gouverneur de Flandre occidentale, par arrêté du 19 décembre 2001, au motif que ces ordonnances, qualifiées de « préventives », excèdent les compétences communales et que le bourgmestre ne peut agir que dans le cadre du maintien de l'ordre public. Tant qu'il n'est pas porté atteinte à celui-ci, le bourgmestre ne peut pas recourir à sa compétence de prendre des ordonnances.

Il est dès lors nécessaire de modifier la loi au niveau fédéral pour répondre à la demande des communes et des écoles.

3. État de la législation

Application de la réglementation actuelle aux distributeurs automatiques de boissons

La législation actuelle en matière de vente de boissons alcoolisées aux jeunes n'est pas claire. Elle est à ce point complexe qu'il est difficile de la faire observer et de la traduire en messages de prévention

utiliser. Belges zouden regelmatigiger overmatig alcohol gebruiken dan het Europees gemiddelde.

Uit een bevraging van de Vlaamse leerlingen door de Vereniging voor Alcohol- en andere Drugproblemen (VAD) tijdens het schooljaar 2005 en 2006 blijkt dat 71 % van de leerlingen vóór de leeftijd van vijftien al eens alcohol heeft gedronken. 47 % van de leerlingen jonger dan vijftien dronk het voorbije jaar alcohol. Op de leeftijd van 15-16 jaar is de overgrote meerderheid van de leerlingen al in contact gekomen met alcohol. Met de leeftijd neemt ook al snel de frequentie van alcoholgebruik toe: het regelmatig alcoholgebruik stijgt van 7,3 % bij de 12-14-jarigen tot 32,7 % bij de 15-16-jarigen en 46,1 % bij de 17-18-jarigen.

Het debat over een verbod op de verkoop van alcoholhoudende dranken in automaten is niet nieuw. Heel wat lokale overheden, maar ook bijvoorbeeld scholen, hebben al geprotesteerd tegen de verkoop van alcoholhoudende dranken via automaten.

In Vlaanderen ontstond reeds eind 2001 een bevoegdheidskwestie omtrent dit probleem. De gemeenteraden van Veurne (24 september 2001) en Oostrozebeke (11 oktober 2001) hadden bij politieverordening de verkoop van alcoholische dranken via automaten verboden. Bij besluit van 8 november 2001 beperkte de gemeenteraad van Oostrozebeke dit verbod tot sterke alcoholische dranken en alcohoppops.

Op advies van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden werden deze politieverordeningen door de West-Vlaamse gouverneur geschorst bij besluit van 19 december 2001 omdat die als « preventief » gekwalificeerde verordeningen buiten de gemeentelijke bevoegdheden liggen en de burgemeester enkel kan optreden in het kader van de handhaving van de openbare orde. Zolang die niet verstoord wordt, kan hij zijn bevoegdheid om verordeningen uit te vaardigen niet invoeren.

Een wetswijziging op federaal niveau is dan ook noodzakelijk om tegemoet te komen aan de vraag van gemeenten en scholen.

3. Stand van de wetgeving

Toepassing huidige regelgeving op drankautomaten

De huidige wetgeving inzake de verkoop van alcoholhoudende dranken aan jongeren is onduidelijk. Ze is zodanig complex dat het moeilijk is om ze handhaven en te vertalen in efficiënte preventieve

efficaces. Il en va de même pour la vente dans les distributeurs automatiques de boissons.

La législation concernant la fourniture d'alcool aux mineurs d'âge est double: il s'agit, d'une part, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse et, d'autre part, de la loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses.

En réponse à la demande d'explication n° 3-1690 de la sénatrice Sabine de Bethune, le ministre de la Santé publique de l'époque a déclaré ce qui suit :

«La vente d'alcool aux mineurs est régie par la loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses. L'article 13 de cette loi stipule que la vente et l'offre, même à titre gratuit, à des mineurs, de boissons spiritueuses à emporter, sont interdites.

Cette disposition concerne la vente traditionnelle comme la vente par distributeurs automatiques puisqu'elle vise toutes les formes de vente par lesquelles les produits sont pris avec soi.»

La loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses interdit donc la vente de boissons spiritueuses dans les distributeurs automatiques.

L'article 5 de l'arrêté-loi relatif à la répression de l'ivresse dispose que servir des boissons enivrantes à un mineur âgé de moins de 16 ans est punissable.

Étonnamment, cet article n'interdit pas la vente de boissons alcoolisées (autres que les spiritueux, c'est-à-dire les bières et les vins) dans les distributeurs automatiques.

Loi portant des dispositions diverses en matière de santé

Les auteurs de la loi du 10 décembre 2009 portant des dispositions diverses en matière de santé, qui ajoute un paragraphe 6 (nouveau) à l'article 6 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits. Cette loi instaure une interdiction de vendre, de servir ou d'offrir toute boisson ou tout produit ayant un titre alcoométrique acquis supérieur à 0,5 % vol. aux jeunes de moins de seize ans. En outre, elle interdit également de vendre, d'offrir et de servir des boissons spiritueuses aux jeunes de moins de dix-huit ans. Il peut désormais être exigé de toute personne qui entend acquérir une boisson alcoolisée de prouver qu'elle a atteint l'âge de seize ans ou de dix-huit ans, selon le cas.

boodschappen. Zo ook voor de verkoop via automaten.

De wetgeving inzake het verstrekken van alcohol aan minderjarigen is tweeledig: er is de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap en de wet van 28 december 1983 betreffende de vergunning voor het verstrekken van sterke drank.

In een antwoord op de vraag om uitleg 3-1690 van senatrice Sabine de Bethune stelt de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid :

«De verkoop van alcohol aan minderjarigen wordt geregeld door de wet van 28 december 1983 betreffende de vergunning voor het schenken van sterke drank. Artikel 13 van deze wet stipuleert: 'Het verkopen en het aanbieden, zelfs gratis, van mee te nemen sterke dranken aan minderjarigen zijn verboden.'

Deze bepaling betreft zowel de gewone verkoop als de verkoop via drankautomaten. Ze heeft immers betrekking op alle verkoopsvormen waarbij men de drank kan meenemen.»

De wet van 28 december 1983 betreffende de vergunning voor het verstrekken van sterke drank houdt dus een verbod van verkoop van sterke drank via automaten in.

Artikel 5 van de besluitwet betreffende de beteugeling van de dronkenschap bepaalt dat het opdienen van dronkenmakende dranken aan een minderjarige die geen 16 jaar oud is bestraft wordt.

Vreemd genoeg houdt dit artikel geen verbod in op de verkoop van alcoholhoudende dranken in automaten (andere dan sterke dranken, dus bieren en wijnen).

Wet houdende diverse bepalingen inzake gezondheid

De indieners staan achter de wet van 10 december 2009 houdende diverse bepalingen inzake de gezondheid, welke een nieuwe paragraaf 6 toevoegt aan artikel 6 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten. Het stelt een verbod in om elke drank of elk product waarvan het effectief alcoholvolumegehalte hoger is dan 0,5 % vol. te verkopen, te schenken of aan te bieden aan min-zestienjarigen. Daarnaast wordt ook de verkoop, het aanbieden en het schenken van sterke drank aan min-achttienjarigen verboden. Van elke persoon die alcoholhoudende drank wil kopen, mag voortaan worden gevraagd aan te tonen of hij of zij ouder is dan respectievelijk zestien of achttien.

Les articles précités de l'ancienne législation sont abrogés afin d'éviter tout malentendu et tout doublon.

Le gouvernement vise ainsi à regrouper, à harmoniser et à clarifier les mesures concernant l'interdiction de la vente d'alcool aux mineurs.

Déclaration conjointe sur la politique future en matière d'alcool

La loi susmentionnée découle de la déclaration conjointe sur la politique future en matière d'alcool adoptée lors de la Conférence interministérielle de Santé publique du 17 juin 2008. La déclaration conjointe contient une vision, des objectifs généraux et une série de mesures visant à la mise en place d'une politique intégrée, efficace et coordonnée en matière de lutte contre la consommation problématique d'alcool en Belgique.

Dans cette déclaration conjointe, les ministres de la Santé recommandent l'interdiction de la vente d'alcool dans certains lieux déterminés, dont les distributeurs automatiques (point 4.1.1.).

Or, cette mesure ne figurait pas dans le projet de loi du gouvernement. C'est pourquoi les auteurs de la présente proposition souhaitent conférer un ancrage légal à cette recommandation.

Convention en matière de conduite et de publicité des boissons contenant de l'alcool

Le 12 mai 2005, les producteurs d'alcool, les distributeurs, les consommateurs, les fédérations du secteur horeca et le Jury d'éthique publicitaire ont conclu une «Convention en matière de conduite et de publicité des boissons contenant de l'alcool». Cette convention règle la publicité pour l'alcool ainsi que la commercialisation des boissons alcoolisées.

L'article 5.3. de la convention dispose que la vente de boissons contenant de l'alcool ne peut pas s'effectuer via des distributeurs automatiques dans ou à proximité des écoles primaires et secondaires, des locaux de clubs de jeunes et de mouvements de jeunesse ainsi que des endroits où les mineurs se réunissent. (...)»

La loi du 17 novembre 2006 modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits habilite le Roi à conférer un caractère réglementaire et contraignant aux dispositions des conventions conclues entre les acteurs précités.

De hierboven vermelde artikelen in de oude wetgeving worden opgeheven om alle misverstanden en overlappingsen te vermijden.

De regering beoogt hiermee het bundelen, harmoniseren en verduidelijken van de maatregelen betreffende het verbod op de verkoop van alcohol aan minderjarigen.

Gemeenschappelijke Verklaring betreffende het toekomstig alcoholbeleid

De voornoemde wet vloeit voort uit de Gemeenschappelijke Verklaring betreffende het toekomstig alcoholbeleid, aangenomen op de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid van 17 juni 2008. De Gemeenschappelijke Verklaring bevat een visie, algemene doelstellingen en een reeks maatregelen om te komen tot een geïntegreerd, efficiënt en gecoördineerd beleid inzake de strijd tegen het problematisch gebruik van alcohol in België.

In de Gemeenschappelijk Verklaring bevelen de ministers van Volksgezondheid aan de verkoop van alcohol te verbieden op enkele welbepaalde plaatsen, onder meer in de automaten (punt 4.1.1.).

In het wetsontwerp van de regering was deze maatregel echter niet terug te vinden. De indieners van dit voorstel wensen dan ook deze aanbeveling wettelijk te verankeren.

Convenant inzake gedrag en reclame met betrekking tot alcoholhoudende dranken

Op 12 mei 2005 sloten de alcoholproducenten, de distributeurs, de consumenten, de horecafederaties en de Jury voor de Ethische Praktijken inzake Reclame een «Convenant inzake gedrag en reclame met betrekking tot alcoholhoudende dranken». Deze overeenkomst regelt de reclame voor alcohol alsook het in de handel brengen van alcoholhoudende dranken.

Artikel 5.3. van de overeenkomst bepaalt: «De verkoop van alcoholhoudende dranken mag niet ondernomen worden via de plaatsing in verkoopautomaten in of in de onmiddellijke nabijheid van lagere en middelbare scholen, lokalen van jeugdclubs en -bewegingen en plaatsen waar minderjarigen samenkomen. (...)».

De wet van 17 november 2006 tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het vlak van de voedingsmiddelen en andere producten, machtigt de Koning om bepalingen in overeenkomsten van bovenvermelde actoren een reglementair karakter te geven en afdwingbaar te maken.

Toutefois, aucun arrêté royal visant à reconnaître la convention précitée n'a encore été pris à ce jour. En conséquence, l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées dans des distributeurs automatiques dans ou à proximité des écoles primaires et secondaires, des locaux de clubs de jeunes et de mouvements de jeunesse ainsi que des endroits où les mineurs se réunissent n'est pas encore contraignante.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article instaure une interdiction de vendre ou d'offrir dans des distributeurs automatiques toute boisson ou produit ayant un titre alcoométrique acquis supérieur à 0,5 % vol.

La définition de la notion de boisson alcoolisée qui a été retenue est ainsi la même que celle figurant dans la loi du 10 décembre 2009 portant des dispositions diverses en matière de santé, le but étant de garantir la cohérence entre les diverses dispositions légales en la matière.

L'inscription de l'article dans la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits est indiquée en vue de protéger la santé publique. L'interdiction de la vente des produits du tabac aux jeunes de moins de seize ans est une autre mesure inscrite dans la même loi.

En ce qui concerne l'application, l'on pourra en outre invoquer les dispositions correspondantes de la même loi du 24 janvier 1977 lorsqu'il s'agira de contrôler et de faire respecter l'interdiction de la vente d'alcool dans des distributeurs automatiques.

*
* *

Tot op vandaag werd echter nog geen koninklijk besluit genomen om het voornoemde convenant te erkennen. Het verbod op de verkoop van alcoholhoudende dranken in automaten in of in de onmiddellijke nabijheid van lagere en middelbare scholen, lokalen van jeugdclubs en -bewegingen en plaatsen waar minderjarigen samenkomen is dus nog niet afdwingbaar.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Dit artikel voert een verbod in op de verkoop of het aanbieden in automaten van elke drank of product waarvan het effectief alcoholvolumegehalte hoger is dan 0,5 % vol.

Hiermee wordt gekozen voor dezelfde definiëring van alcoholhoudende drank als in de wet van 10 december 2009 houdende diverse bepalingen inzake de gezondheid en dit om de coherentie tussen de verschillende wettelijke bepalingen te bewaren.

Het inschrijven van het artikel in de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, is aangewezen met het oog op het beschermen van de gezondheid. Onder meer het verbod op de verkoop van tabaksproducten aan min-zestienjarigen is in dezelfde wet ingeschreven.

Wat de toepassing betreft, zal men zich voor de controle en de handhaving van het verbod op de verkoop van alcohol via automaten daarenboven kunnen beroepen op de overeenkomstige bepalingen uit dezelfde wet van 24 januari 1977.

Dirk CLAES.
Sabine de BETHUNE.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 6 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifié par les lois des 22 mars 1989, 18 juillet 2004, 27 décembre 2004, 1^{er} mars 2007 et 10 décembre 2009, est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Il est interdit de vendre ou d'offrir dans des distributeurs automatiques toute boisson ou produit ayant un titre alcoométrique acquis supérieur à 0,5 % vol. »

20 juillet 2010.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 6 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, gewijzigd bij de wetten van 22 maart 1989, 18 juli 2004, 27 december 2004, 1 maart 2007 en 10 december 2009, wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidende :

« § 7. Het is verboden om elke drank of product waarvan het effectief alcoholvolumegehalte hoger is dan 0,5 % vol. te verkopen of aan te bieden via automaten. »

20 juli 2010.

Dirk CLAES.
Sabine de BETHUNE.